

LE NUMERO

F
0,50

L'ÉTIEN CELLE



EN BELGIQUE
PLAN FOUCHET
P.C. ITALIEN
LA BELLE VIE

SOMMAIRE:

Belgique: grèves	page 1
Y a-t-il eu congrès du P.C. Italien?	page 3
Capitalisme, université: plan Fouchet	page 6
La Belle Vie	page 10

Le directeur-gérant:

J.-P. Chapron
Imm. Galion
Portes de la mer
HEROUVILLE St CLAIR

Le comité de rédaction:

J.-P. Chapron
B. Le Bris
A.-M. Machureau
P. Petit
A. Rosevègue

IMPRIME PAR L'EDITEUR

La Belgique traverse une nouvelle crise sociale très grave. Comparables à celles de décembre 1960, les grèves de 1966 ont entraîné des heurts violents entre grévistes et forces gouvernementales.

Loi unique n° 2

Au départ, il faut noter la dégradation des conditions de vie des travailleurs belges sur deux fronts: pouvoir d'achat et emploi.

"La loi unique n°2", votée par la majorité P.S.B. (parti socialiste belge) et P.S.C. (parti social chrétien) a entraîné une hausse des impôts directs et communaux, du tram et des chemins de fer, des tarifs postaux, des "tickets modérateurs" sur les produits pharmaceutiques, des retenues pour l'A.M.I(I). Les travailleurs voient les impôts, les frais médicaux augmenter.

D'autre part, les licenciements annoncés ou déjà mis en oeuvre se multiplient dans tout le pays: fermetures en Wallonie et dans le Limbourg; licenciement de 2000 ouvriers dans le Hainaut.

Comme en 1960, à la base du mécontentement se trouve la "loi unique" qui est une politique des salaires faite par le gouvernement; politique de baisse du salaire réel évidemment! Ceci en relation avec le développement du chômage.

A cela il faut ajouter le décalage économique maintenu par les capitalistes entre les Flandres et la Wallonie; alors que le nombre des emplois a baissé en Wallonie, 20 000 emplois nouveaux ont été créés en Flandre; ce qui explique que le mouvement se développe au départ dans la région de Liège.

La riposte

Mercredi 19 janvier: manifestation F.G.T.B.-C.S.C. (2) à Liège. 15 000 travailleurs se réunissent place St Lambert: "contre le trucage de l'index", "blocage des catinations", "contre la super-loi unique", "Brouhon et Eyskens à la porte"...

Vendredi 28 janvier: la région de Limbourg où se poursuivent les grèves au fond est investie par les forces de la gendarmerie.

Samedi 29 et dimanche 30: devant la décision du conseil communal de Genk du retrait des préavis de licenciement dans les mines de Zwartberg, des heurts ont lieu avec la police. Les syndicats obtiennent le retrait des préavis déjà envoyés, la prolongation d'un mois des préavis "employés". L'action syndicale en revanche, promettent-ils, sera arrêtée pendant un

(1) A.M.I.: équivalent belge de la sécurité sociale.

(2) F.G.T.B.: Fédération Générale des Travailleurs Belges.
C.S.C.: Confédération des Syndicats Chrétiens.

G ② mois. Les mineurs refusent cette aumône et chassent les représentants syndicaux. Un comité de grève est élu, les lignes téléphoniques et les chemins de fer sont coupés.

Lundi 31: les grévistes prennent des contacts pour étendre la grève; à Waterschei, les gendarmes tirent et tuent deux mineurs.

Mardi 1er Février: les grèves et manifestations de solidarité à Ougrée et Herstal.

Mercredi 2 Février: compromis entre direction charbonnière et syndicats: la fermeture de Zwortberg se fera en fonction des possibilités de reclassement; expulsion de 45 étrangers pour avoir participé aux grèves.

P.S.B. au pouvoir et P.S.B. à la base

Le rôle de la social-démocratie apparaît très nettement. Deux mineurs ont été tués par la gendarmerie, ce n'est pas la première fois. Mais c'est la première fois en Belgique que des ouvriers sont tués sous la responsabilité d'un ministre de l'intérieur socialiste. Et pourtant!... Wranckx n'avait-il pas l'habitude d'aller s'incliner devant la tombe des grévistes tombés en 1902 tués par la gendarmerie à Louvins? Le gouvernement n'a pas hésité à brandir le spectre fasciste; la responsabilité en incombait aux "flaminguants"; mais deux ouvriers ont été tués. Une fois encore la social-démocratie a fait le jeu du grand capital. Et comment en serait-il autrement?

Appuyé sur le parti social-chrétien, chargé de gérer l'Etat bourgeois, le gouvernement voit sa situation ainsi: ou s'aligner sur ses alliés les plus à droite, ou perdre sa majorité parlementaire. Le choix est vite résolu et l'on vote allégrement la "loi unique"; Wilson élu par des voix ouvrières n'a-t-il pas lui aussi fait la politique du grand capital?

Les ouvriers de Zwartberg l'ont bien compris. En face du pouvoir bourgeois, ils ont répondu par la grève et l'occupation de la mine; à cela les délégués syndicaux viennent leur proposer des "accords Matignon" nouvelle formule; après dix jours de grève qu'ont-ils obtenu? Le droit de travailler un mois encore dans la mine. Non seulement les cadres du P.S.B. lancent la police contre les ouvriers, mais les cadres syndicaux ne cherchent qu'à briser le mouvement en voulant faire accepter des aumônes. S'il est facile de berner la classe ouvrière en période de calme social, c'est beaucoup plus difficile en période de crise. Et les délégués syndicaux se voient expulsés sans façon.

Devant l'incapacité des partis et des syndicats de prendre en main les intérêts de la classe ouvrière, les ouvriers découvrent quelque chose de nouveau (façon de parler), les comités de grève. Ils élisent huit responsables chargés de diriger la grève; dans la mine même, un nouveau pouvoir se dessine, en face du directoire patronal, le pouvoir ouvrier: le grand capital fait

Y a-t-il eu congrès

du P. C. Italien?

3

Du 26 Janvier au 1er Février 1966 s'est tenu le XI^e congrès du Parti communiste italien. Il ressort des débats officiels et publics que les véritables problèmes ont été escamotés au profit d'une cohésion formelle du congrès autour de l'autorité de Luigi Longo secrétaire général du Parti, laquelle repose essentiellement sur l'exploitation de l'antagonisme de deux courants principaux. Ces deux courants fondamentalement opposés qui se sont peut-être exprimés plus clairement au cours des séances à huis-clos et des commissions de travail, sont apparus dans les débats publics comme se faisant des concessions réciproques, camouflant les points fondamentaux d'opposition et empêchant une appréciation précise du réel rapport de force.

Cependant des débats récents entre les partis ouvriers italiens (et aussi dans d'autres partis ouvriers européens) dans lesquels sont intervenues des personnalités connues, ont mis en évidence deux questions principales: 1) La conception de l'Etat, la prise du pouvoir 2) La conception du Parti. C'est en fait toute la stratégie du mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés qui se trouve débattue entre deux courants divergents: 1) Un courant globalement réformiste, allant des centristes de gauche représentés par Lelio Basso dirigeant du PSIUP(1), aux réformistes plus droitiers tels que Longo et Amendola (secrétaires du PCI) et Lombardi (PSI). 2) Un courant de gauche commençant à se développer, et ayant un large écho dans les jeunes communistes italiennes.

Quels sont les thèmes du courant réformiste? Les différents groupes à l'intérieur de ce courant ont un dénominateur commun: Les "réformes de structures", mais sans aucun doute, Lelio Basso est dans ce courant, l'homme qui porte la discussion à un niveau théorique élevé et présente un point de vue cohérent. Selon lui, le réformisme ne s'explique pas seulement par l'existence des "aristocraties ouvrières" mais aussi par le caractère ambivalent de la classe ouvrière qui force négatrice de la société bourgeoise n'en est pas moins produit de cette société. Par conséquent, d'un long processus de lutte de cette classe, politiquement unifiée, naîtrait sa conscience générale de la nécessité de transformer la société. La réalisation des objectifs socialistes devrait être l'œuvre d'un nouveau parti rassemblant tous les courants de la classe ouvrière. L'objectif de ce nouveau parti ne serait pas de prendre le pouvoir mais d'intervenir sur les organes de décisions et conséquemment d'y participer. De cette option découlent des discussions se donnant pour tâche de savoir si ces organes de décisions sont le pouvoir ou les rouages du pouvoir, discussions qui se résolvent ainsi: Les technocrates représentant le pouvoir, il faut les remplacer. Parallèlement la classe ouvrière arrachant des réformes de structures ouvrirait et élargirait des brèches dans le régime capitaliste. La prise du pouvoir ne serait pas le début, mais la fin de la révolution prolétarienne.

C'est là le cours le plus "gauche" du réformisme italien qui offre des facettes plus banales, comme en témoignent ces extraits d'interview faits au cours des années précédentes à propos d'un débat en

4

-tre le PSI, le PCI et le PSIUP sur ces problèmes: Luigi Longo secrétaire du PCI, faisait à l'Espresso le 20/IX/1964 une déclaration qui rappelle "la gestion loyale des intérêts capitalistes" de Léon Blum: "Nous ne proposons pas la liquidation du profit mais la liquidation des positions de rentes et de surprofits. Tout entrepreneur qui agirait dans le cadre des grandes options définies par le plan devrait être assuré d'un profit équitable.....Nous serions disposés à examiner sans préjugés le nouveau nom que devrait prendre le parti unique". Amendola dans le journal Rinascita le 17 Octobre 64: "On a besoin d'une politique neuve et d'une nouvelle majorité, mais pour cela il faut d'une façon ou d'une autre tenir compte de nous et comprendre qu'on ne peut gouverner contre nous."

De telles conceptions ont abouti à l'élection de Saragat, l'homme de l'Occident et du Pacte Atlantique, à la présidence de la république en décembre 1964; au nom de l'antifascisme et de la démocratie. Saragat un des plus solides représentants de l'impérialisme américain en Europe déclarait à l'Espresso en réponse à Longo, le 27/IX/1964, trois mois avant son élection: "Je pense que si le PCI par une déclaration réfléchie acceptait les règles du jeu du marché commun, c'est à dire en acceptant le cadre institutionnel tout en se proposant d'opérer à l'intérieur de ces institutions pour les modifier, toute discrimination à son égard devrait cesser".

Les réformistes italiens ont-ils prédit à cette époque qu'une expérience semblable pourrait se faire également dans d'autres pays? En France, ces thèses réformistes appelées "ligne italienne" ne sont pas sans influence, aux confins du Parti communiste (Unir, Débat communiste et pendant un temps à l'UEC) et notamment dans le PSU. Serge Mallet ne demandait il pas le 18/II/64 dans France-Observateur: "Prendre le pouvoir, mais pourquoi faire?". Claude Bourdet lui veut unir la "gauche" (2) c'est à dire le PCF, la SFIO, le PSU et le parti radical (?). Et comme la "gauche non communiste" se sentirait encore trop petite face à un PCF qui pourtant au mot d'"Unité" sussuré par le PSU ouvrirait un large bec et laisserait tomber son couteau, cette unité sera arithmétique. La première opération consiste à ajouter les syndicats la seconde à équilibrer le tout. Cela donne: (PCF+CGT+minorités communistes syndicales) ± (SFIO+PSU+Parti Radical+cégétistes non communistes) = Front. Et ce n'est pas tout (Nous devons tenir compte des enseignements du Front populaire, camarades...): Front - Parti radical = Front des travailleurs. Et que peuvent bien vouloir les travailleurs sinon le socialisme? Nous obtenons le Front socialiste des travailleurs, étendard dernier cri sur les chemins de l'unité.

Aux conceptions de Basso, ces éléments marxistes rejoignent que des réformes de structures doivent avoir un contenu nettement anticapitaliste permettant de faire le lien entre un programme minimum de revendications immédiates et la lutte pour le pouvoir. Ces réformes doivent apparaître comme un programme transitoire préparant la révolution socialiste, supposant de grandes luttes pré-révolutionnaires, applicables que dans un laps de temps relativement court dans les pays capitalistes avancés, pendant lequel la question du pouvoir se trouve posée et doit être résolue car sinon toute réforme de structure anticapitaliste perdra ce caractère et sera intégrée par la bour-

geoisie qui aura réussi à l'emporter. En France les nationalisations (SNCF), la sécurité sociale sont des exemples qui parlent d'eux-mêmes. D'autre part les "centres de décisions" (commissions régionales du Plan etc...) sont des organismes périphériques par rapport à l'Etat, appareil coercitif puissant et n'existent que par lui, seul centre de décision effectif dont il faut s'emparer. Un programme de transition doit déboucher sur des mots d'ordre dont le contenu sera résolument anticapitaliste et qui seront centrés sur le mot d'ordre du contrôle ouvrier (Ouverture des livres de compte, abolition du secret commercial, contrôle des investissements etc...). Il faut montrer à la classe ouvrière quel est le but de la lutte, où est le pouvoir à abattre, où est le centre de décision, réclamer un gouvernement de front unique ouvrier à l'exclusion de tout parti bourgeois et en même temps avancer des mots d'ordre de double pouvoir au niveau de l'Etat : Conseils ouvriers, milices ouvrières, aboutissent ainsi à la constitution d'un contre-pouvoir à tous les niveaux, tout ceci devant être fait au cours de la même période révolutionnaire dans les phases successives de la lutte.

Les conceptions léninistes du Parti ne découlaient pas d'une conjoncture particulière et momentanée propre à la Russie tsariste mais des rapports sociaux en régime capitaliste, qui eux n'ont pas changé depuis l'époque de Lénine. De ces rapports découlent deux faits essentiels qui nécessitent l'existence d'une avant-garde révolutionnaire ne se confondant pas avec l'ensemble de la classe ouvrière : 1) Le marxisme théorie scientifique n'est pas une idéologie. Le marxisme et l'idéologie de la classe ouvrière ne peuvent être confondus. 2) En période non révolutionnaire ou prérévolutionnaire, la classe ouvrière dans son ensemble et les masses prolétariennes sont globalement trade-unionistes. Leur tendance ne dépasse pas la défense de leurs intérêts immédiats et l'obtention de réformes améliorant leur sort au sein de la société capitaliste.

Seule une avant-garde révolutionnaire organisée peut comprendre le caractère global d'une telle stratégie et les liens entre ses différents points.

Quelles sont les perspectives du mouvement ouvrier en Italie ? Il bénéficie encore d'un régime de démocratie bourgeoise. Le PCI a presque 2 millions d'adhérents et 25 % du corps électoral. Tout cela fait que les thèses réformistes s'expriment plus clairement qu'ailleurs, que les illusions sur les voies pacifiques et parlementaires du socialisme y sont plus tenaces. Mais la bourgeoisie italienne est une des plus faibles d'Europe. Sa classe ouvrière a un niveau de combativité relativement plus élevé qu'en France en particulier dans la métallurgie. Le capitalisme européen qui a connu une période d'expansion montre des signes d'essoufflement. Il n'y a aucun doute que les luttes ouvrières s'amplifieront dans les cinq années qui viennent, réagissant contre une atteinte aux salaires réels.

Le développement de ces luttes favorisera le développement des courants marxistes au sein du mouvement ouvrier en Italie. En retour, du développement de ces courants dépend l'amplification et l'issue victorieuse des luttes, ouvrières.

- (1) PSIUP : Parti socialiste italien d'unité prolétarienne issu d'une scission du PSI, contre l'entrée de Nenni au gouvernement
- (2) Claude Bourdet "Les chemins de l'unité" cahiers libres Maspéro

capitalisme, université: plan Fouchet.

CONTEXTE POLITIQUE DE LA REFORME

La crise de l'enseignement ne vient pas tant de l'incohérence du Plan Fouchet, ni de la non-validité de ses options, que de la crise permanente des structures du régime bourgeois, et plus précisément de la contradiction entre l'adaptation à l'évolution des forces productives dans le cadre de la révolution technologique actuelle et le fondement de la propriété privée des moyens de production basé sur la politique du profit. Or, les structures du régime de la IV^e République étaient en retard par rapport à l'évolution des grands pays capitalistes et monopolistes, et pour devenir concurrentiel le capitalisme français était obligé d'établir une reconversion. La nécessité d'un Etat fort, garantie des intérêts des monopoles, se faisant sentir, le système capitaliste, dans le cadre désuet de la démocratie bourgeoise, risquait de courir à sa perte.

LA CRISE DE L'UNIVERSITE LIBERALE

L'Université libérale d'alors, dans le secondaire comme dans le supérieur, favorisait essentiellement la formation des fils de la bourgeoisie, qui se dirigeaient par la suite en majorité vers les carrières productrices de services, donc en dehors du développement économique du pays. L'Université gardait une relative indépendance vis-à-vis de l'Etat et les finalités de l'enseignement étaient en totale inadéquation avec l'évolution des forces productives. Le caractère général de l'enseignement entretenait une conception mystificatrice de la culture "humaniste" par-delà les impératifs économiques.

L'Etat monopoliste ne pouvait se contenter des structures de l'Université libérale; en effet il fallait faire face à plusieurs problèmes:

- la formation accélérée des cadres moyens et supérieurs au service de ses intérêts;
- la nécessité de faire face à la vague de natalité des années d'après-guerre;
- l'adaptation de l'enseignement aux exigences propres d'une économie en expansion.

Le Plan Fouchet est donc bien une réforme de classe s'insérant dans le cadre du V^e Plan.

LE PROJET:

La réforme gaulliste de l'enseignement a été entreprise en deux temps:

- de 1959 à 1963, elle a visé à la réorganisation de l'enseignement secondaire jusqu'en 3^e;
- de 1963 à 1966, le ministère de l'Education Nationale élabore les grandes lignes du Plan Fouchet qui touche l'enseignement non obligatoire.

En 1963, un décret institue un nouveau genre d'établissement : le C.E.S. L'enfant trouve devant lui à sa sortie du primaire 3 couloirs:

une période d'orientation commune est bien prévue mais elle durera en tout et pour tout 3 mois, et il est bien difficile de croire qu'à cet âge ce soit suffisant. Une véritable orientation nécessiterait une période d'études communes se différenciant progressivement à la suite de l'observation des étudiants. Or, les élèves doivent choisir dès le départ une branche déterminée.

A la suite de la 3e, 3 branches sont ouvertes aux élèves:

- enseignement professionnel court: 2 ans;
- études menant au diplôme de technicien: 3 ans;
- enseignement conduisant au bac.

Sur l'ensemble du second cycle, il faut noter un fait dont les conséquences seront très graves du point de vue de la démocratisation de l'enseignement, à savoir la disparition de M¹, seules classes que pourraient suivre les élèves provenant des C.E.G.

La dernière étape: l'enseignement supérieur. Après le bac, deux voies sont offertes aux étudiants suivant les résultats du bac:

- l'I.U.T. (Institut universitaire de technologie);
- l'enseignement supérieur proprement dit (deux branches: licence en 3 ans, maîtrise en 4 ans).

En fait, 35% tout au plus des bacheliers iront à l'université proprement dite et aux grandes écoles. Les caractères généraux qui ressortent des grandes lignes du projet sont une ségrégation toujours aggravée par une spécialisation abusive, par le renforcement des couloirs et par l'absence de passerelles permettant une réelle orientation.

Or, le projet de développement économique et social du Ve plan nous montre clairement quels sont les impératifs économiques de la Réforme Fouchet: ce qu'on appelle une mobilité accrue de la classe ouvrière, c'est à dire la possibilité de reclassement et de reconversion permanente des ouvriers et en corrélation, la possibilité d'une augmentation du chômage dans les années à venir.

ATTITUDE DES ORGANISATIONS SYNDICALES FACE A LA REFORME

Face à la réforme, depuis 1959, les syndicats ouvriers comme les syndicats enseignants ont adopté une position verbale de principe qui, comme nous allons voir, paralyse l'action des étudiants dans la lutte contre le plan Fouchet. Cette attitude s'explique; il faut la situer dans le cadre de l'évolution de la lutte des classes et des positions des organisations ouvrières face au Gaullisme.

Dès l'année prochaine, les étudiants vont se trouver confrontés directement avec le plan Fouchet; ils vont subir l'application de la réforme dans un secteur déterminé. De nombreux militants de l'U.N.E.F. avaient soutenu l'hypothèse que les étudiants réagiraient violemment et rapidement au plan Fouchet; Or, au moment où les étudiants vont être confrontés à la réforme, la réaction générale est l'indifférence alors que tous les militants sentent l'importance du problème.

La stratégie de l'U.N.E.F. n'a pas tenu compte de plusieurs facteurs essentiels: de là semble provenir l'échec. L'U.N.E.F. a défini depuis trois ans une ligne de contestation globale du plan Fouchet; or, le mouvement avait conscience (et le syndicat l'affirmait dans ses congrès) que sa ligne ne pouvait s'appliquer que si elle était fondée sur l'intersyndicalisme; dans la mesure où la réforme était l'expression d'une politique générale de classe, la combattre, c'était combattre le Gaullisme. La stratégie de l'U.N.E.F. était fonction de la stratégie ouvrière. Or, l'U.N.E.F. n'a pas tenu compte de la défaite qu'ont subie sans réagir les organisations ouvrières devant le coup d'état gaulliste en 1953, ce qui est lié au fait que les luttes menées par les syndicats et les partis du prolétariat n'ont pas débordé du cadre imposé par le régime des monopoles.

La crise du syndicalisme étudiant est un contre-coup des défaites ouvrières, elle a des origines politiques; la direction de l'UNEF s'est donc trouvée devant cette alternative:

- ou bien attendre une hypothétique période de remontée des luttes du prolétariat;
- ou bien remettre en question ses analyses et ses options.

Dans le premier cas, elle refusait d'agir dans le présent, dans le second cas elle laissait la direction aux éléments corporatistes du syndicat.

L'indifférence du milieu s'explique: le syndicat étudiant a lancé des mots d'ordre implicitement révolutionnaires dans une période de régression du mouvement ouvrier, et dans ce climat d'apathie s'est donc coupé de la base. Les revendications cessaient d'être des objectifs à atteindre, et devenaient des moyens de sensibilisation des étudiants. Or, la mobilisation du milieu dans le cadre d'un syndicat étudiant se fait en fonction des possibilités de réalisation des mots d'ordre. Ainsi s'explique l'échec de la campagne de revendication sur l'allocation d'études, menée l'année dernière: cette campagne a été menée pour sensibiliser le milieu; la possibilité de réalisation du mot d'ordre n'ayant été envisagée qu'en fonction d'un débat à l'Assemblée Nationale. Les étudiants ont admis la valeur de la revendication, mais ont été sensibles à l'utopie de la réalisation du mot d'ordre; le résultat était donc logiquement prévisible: les étudiants étaient prêts à signer sans grand espoir les pétitions, mais l'action de masse sur le mot d'ordre était impossible, une manifestation irréalisable.

L'action du syndicat étudiant se situe actuellement dans le cadre du système, les limites de son action sont imposées par la nature du milieu étudiant; s'il est vrai que la réforme de l'enseignement gaulliste est l'expression de l'intérêt général des monopoles, il n'en est pas moins exact que le gouvernement ne refusera pas des aménagements de la réforme, preuve en est les divers projets qui se sont succédés pour la licence de lettres, à savoir:

- 1) Licence en 2 ans, maîtrise en 2 ans;
- 2) Licence en 3 ans (2 années homogènes, 1 année avec 2 certificats); maîtrise en 4 ans, une autre orientation.

PERSPECTIVES

Il doit être dit fort clairement qu'étant donné que les syndicats demeurent des organisations de masse, il est du devoir des éléments révolutionnaires d'y travailler. Mais, les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé.

Or, il est évident que la lutte contre le plan Fouchet, c'est-à-dire contre une des pierres de touche du régime capitaliste monopoliste, passe par la remise en question du régime tout entier. Cela, une organisation de jeunesse ne peut le faire seule. Le plan Fouchet touche d'abord les jeunes travailleurs et ensuite seulement les étudiants. Lutter contre, est donc l'affaire de l'avant-garde du prolétariat entraînant derrière elle les jeunes travailleurs et les étudiants. Cette mobilisation des masses ne peut être obtenue uniquement dans le cadre de l'Université. C'est au niveau de l'unité de la classe ouvrière seule que peut être stoppée la nouvelle offensive gaulliste. Tout mot d'ordre doit déboucher maintenant sur des luttes politiques d'ensemble.

Reproduit avec l'autorisation de "l'Avant-Garde Sorbonne" journal du Secteur Paris - Lettres de L'U.E.C.

1936 -1966. ESPAGNE.

L'espoir la République
Les brigades La Révolution
La tragédie Barcelone.

TRAHISON DEFAITE

L'Espagne: Lorca
"Il est tombé mort, Frédéric
Sang au front et plomb aux
(entrailles
Il y a eu crime dans Grenade."

1936 - 1966

30 ans de France:
30 ans d'oppression
30 ans de résistance

A CAEN

2/2/66 à l'A: Lupovici, Ibanez:
Hommage à Lorca
8/3 (ABC): Liberté pour l'Espagne
Février: au XXè Siècle: expo Lorca
LIBERTE POUR L'ESPAGNE

9

JOHNSON

a commencé Lundi ses entretiens avec les dirigeants sud-vietnamiens venus de Saïgon. La décision de tenir cette conférence a suivi immédiatement l'échec que la diplomatie américaine a enregistré au conseil de sécurité, échec qui se résume dans les difficultés sans précédents qu'elle a rencontrées pour obtenir l'inscription à l'ordre du jour de la question vietnamienne. Ce qui est d'autant plus grave pour Johnson, qu'il avait sans doute conçu cette dernière manoeuvre diplomatique comme l'

aboutissement de son offensive de paix", l'astuce étant à elle de masquer la véritable nature agressive de l'impérialisme américain. Après l'échec Johnson donne un nouveau cours à la diplomatie américaine. " Il faut vaincre l'agression, la faim, la maladie, le désespoir." a-t-il dit à Honolulu.

C'est un programme qui laisse de larges perspectives pour renforcer la guerre d'agression et pour préparer les manoeuvres destinées à couvrir des actes de guerre.

Non la ficelle est trop grosse. Plus que jamais soutenons le peuple vietnamien en lutte.

SUITE DE LA PAGE

appel à sa police, le comité s'adresse aux ouvriers des autres mines; le mouvement s'étend. C'est la panique, les forces de police sont débordées et l'Etat bourgeois dévoile son caractère de classe: il tire sur les ouvriers. Après la tentative d'intégration, après l'échec des compromis syndicats-patrons, il ne reste plus que la force: le heurt du grand capital par l'intermédiaire de l'Etat avec la classe ouvrière. Les cadres de la social-démocratie sont pris dans leurs propres contradictions; ainsi les mutuelles tenues par les P.S. Distes se sont opposées aux mesures gouvernementales sur les soins médicaux. A l'intérieur même du P.S.B se développe une opposition au gouvernement.

Et maintenant!... Devant les manoeuvres de la bourgeoisie que vont faire les ouvriers belges? L'arrêt des fermetures et des licenciements, reconversion immédiate des régions en déclin, organisation des comités de défense contre la police bourgeoise, nationalisations sous contrôle ouvrier doivent être les mots d'ordres de la classe ouvrière belge tout entière.

la belle vie

Un divan Chesterfield, un camion Citroën noir et blanc, un pull "façon anglaise", une tenue léopard... et puis aussi une bouche de métro pas tellement anonyme.

Robert Enrico et Maurice Pons, avec "La Belle Vie", nous ont présenté un film sincère et courageux mais, au delà de cela, une question demeure : est-ce un film politique?

Les photos des Aurès du générique, les manifestations à Paris, le plastic, les flics qui donnent cet aspect historiquement daté, cet aspect de constat, mais de constat comme l'est "Le Joli Mai" de Chris Marker, c'est-à-dire avec une lucidité telle qu'elle devient par elle-même condamnation. Condamnation de la guerre d'Algérie, "la Belle Vie" l'est assurément mais le film dépasse le cadre d'une guerre précise, on y voit aussi des images du Congo, des images des camps de la mort nazis, et, en cela, le réalisateur ne s'en tient pas au seul domaine émotionnel. Certes, Enrico a mis dans ce film ses propres problèmes, ses révoltes contre la guerre d'Algérie mais ce n'est pas seulement le moyen d'une libération personnelle, c'est encore moins un film "d'ancien combattant" comme l'est peut-être "Le combat dans l'île" d'Alain Cavalier, il est une condamnation systématique de cet état de fait, la guerre.

Mais où il prend une direction encore plus politique, c'est, pour moi, parce qu'il ne reste pas au seul fait de la guerre et de ses conséquences, mais parce qu'il est, en même temps, une analyse de la société qui précisément engendre cette guerre.

En effet, si les images de violence, d'armée, de flics forment le leit-motiv du film, en contre-point de la belle vie de Sylvie et Frédéric, cette belle vie pose de multiples questions. Bien sûr, Frédéric est un type lamentable et l'échec au plutôt la rupture brutale dans son ascension sociale qui lui est signifiée par un gendarme, à la fin du film, rend bien compte de sa volonté de s'en sortir seul, d'oublier ce qu'il a vécu, d'oublier par là même le reste du monde. Mais les buts qu'il s'est signés, situation, argent, foyer, famille, s'ils prennent pour lui une acuité plus grande en raison de son passé, n'en demeurent pas moins quotidiens; ils étaient, dit Enrico, ceux de *les Français de cette époque*, ils sont ceux de combien actuellement ? Et c'est peut-être là que "la belle vie" garde des résonances étrangement actuelles, autant sûrement que la guerre, la torture.

La séquence des Champs-Élysées est en cela une des plus significatives du film en effet, si elle montre, et là le travail d'Enrico est remarquable, la volonté d'isolement de Frédéric et de Sylvie, le fait qu'il s'agisse précisément des Champs-Élysées est particulièrement important. Symbole de la réussite sociale; de la richesse, cette avenue est aussi le lieu par excellence où l'on peut acheter de belles "choses" des choses qui sont belles par elles-mêmes mais qui sont surtout belles par la signification sociale qu'elles prennent. Ce n'est pas sans raison que les "psycho-sociologues" américains définissent le statut social d'une famille à partir d'une liste de 279 objets quotidiens. L'emprise des choses, ces besoins ostentatoires créés pour des raisons économiques c'est évident pour le couple Frédéric-Sylvie, mais est-ce seulement à cause de leur attitude individualiste?

C'est pourquoi il faut considérer "la belle vie" comme un film pessimiste, il y a un globe qui tourne avec ses guerres et ses individus bons pour la vie civile, mais quelle vie civile?